

ANA
IMAG

AFRICA NEWS AGENCY

ÉDITION SPÉCIALE
DJIBOUTI
In the futur



SPECIAL EDITION
FID 2023



**CHAMBER OF
COMMERCE OF
DJIBOUTI**



3rd
EDITION

**DJIBOUTI INTERNATIONAL
TRADE FAIR**

3-10 DECEMBER 2023

**YOUR GATEWAY
TO A DYNAMIC
AND PROMISING
MARKET**

www.ccd.dj



Dossier réalisé par
Africa News Agency

Rédacteur en chef :
Dounia Ben Mohamed

Secrétaire d'édition :
Stéphanie Hartmann

Traduction :
Samir Ben Romdhane

Maquette :
Papa Balla Fall

Photo de couverture :
DPFZA

Report Produced by
Africa News Agency

Editor in chief :
Dounia Ben Mohamed

Editorial secretary :
Stéphanie Hartmann

Translation :
Samir Ben Romdhane

Mockup :
Papa Balla Fall

Cover photo:
DPFZA

SOMMAIRE

EDITORIAL

Youssef Moussa Dawaleh,

**Président de la Chambre de
Commerce de Djibouti**

«FID 2023 : une occasion unique de
contribuer au développement durable de
la région» **P.4**

ANALYSE

Djibouti in the future **P.6-7**

FID 2023 :

Un retour gagnant **P.10**

CLIMAT DES AFFAIRES

Un Code des investissements pour être
plus compétitif **P.12-**

INTERVIEW

Aden Omar Abdillahi

«La présence de bases militaires nous
confère une stature mondiale» **P.14-15**

ECONOMIE

Carrefour du commerce maritime
mondial **P.18-20**

ENERGIE

Locomotive des énergies propres en
Afrique **P.25-26**

TICS

Au coeur de l'internet mondial **P.29-31**

TOURISME :

La préservation de l'environnement au
service du développement **P.35-40**

CULTURE :

La gastronomie djiboutienne, symbole
d'une identité multiculturelle **P 47**

SUMMARY

EDITORIAL

Youssef Moussa Dawaleh,

**President of the Djibouti Chamber of
Commerce**

«FID 2023: a unique opportunity
to contribute to the sustainable
development of the region» **P.5**

ANALYZE

Djibouti in the future **P.8-9**

FID 2023

A successful comeback **P.11**

BUSINESS CLIMATE

A more competitive investment code **P.13**

INTERVIEW

Aden Omar Abdillahi:

«Djibouti is talking to the whole world»
P.16-17

ECONOMY

World maritime trade crossroads **P.22-24**

ENERGY

A clean energy powerhouse in Africa
P.27-28

ICT

At the heart of the global web **P.32-34**

TOURISM:

Preserving the environment for
development **P.41-46**

CULTURE

A symbol of multicultural identity **P.48**

Youssef Moussa Dawaleh
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE DJIBOUTI

“FID 2023 : une occasion unique de contribuer au développement durable de la région”

La 3ème édition de la Foire Internationale de Djibouti (FID) se déroulera du 3 au 10 décembre prochain. Nous nous réjouissons de cette mise en lumière, une nouvelle fois, de la République de Djibouti.



Youssef Moussa Dawaleh, Président de la Chambre de Commerce de Djibouti@DR

Nul doute que cet événement, désormais connu et apprécié de la communauté d'affaires djiboutienne, animera la place commerciale. Ce rendez-vous se veut une vitrine promotionnelle pour les exposants mais cette édition sera également orientée vers l'intégration régionale et la coopération économique.

Elle réunira le secteur privé local, les investisseurs régionaux et internationaux, ainsi que les entrepreneurs désireux de tirer profit de la croissance économique de la Corne de l'Afrique. C'est une occasion unique de contribuer au développement durable de la région, tout en présentant les atouts et la diversité économique de notre pays.

Djibouti sert également de passerelle vers d'autres pays africains en plein essor

Les opportunités commerciales ne se limitent pas au marché local. Djibouti sert également de passerelle vers d'autres pays africains en plein essor. L'événement offrira un tremplin vers un marché dynamique et prometteur, de plus de 400 millions d'habitants, le COMESA (marché commun de l'Afrique orientale et australe). A la FID, les visiteurs

pourront bien sûr découvrir les secteurs phares de l'économie djiboutienne. Parmi ces filières, citons la logistique, les infrastructures, l'énergie, le tourisme et l'industrie hôtelière, les technologies de l'information, l'industrie manufacturière, et bien d'autres. Plus encore, cette semaine de manifestations commerciales offrira des immersions culturelles à travers des "soirées pays", et permettra un réseautage de haut niveau, avec des tables rondes et des discussions sur des problématiques actuelles nationales et régionales.

Le rendez-vous « Business, Investissements et Réseautage » de la Corne de l'Afrique

Ainsi, la Foire Internationale de Djibouti est bien plus qu'un simple événement commercial, c'est le rendez-vous « Business, Investissements et Réseautage » de la Corne de l'Afrique. Je remercie tout particulièrement le Président de la République, Ismaël Omar Guelleh, le gouvernement et l'ensemble de ses partenaires pour l'expression de leur confiance. Je remercie également les sponsors dont les investissements techniques et financiers garantiront la réussite de cette rencontre.

Youssef Moussa Dawaleh PRESIDENT OF THE DJIBOUTI CHAMBER OF COMMERCE

"FID 2023: a unique opportunity to contribute to the sustainable development of the region"

The 3rd edition of the Djibouti International Fair (DIF) will be held from December 3 to 10. We are delighted that the Republic of Djibouti is once again in the spotlight.

Youssef Moussa Dawaleh, President of the Djibouti Chamber of Commerce @DR

This event, now well-known and appreciated by the Djiboutian business community, will undoubtedly enliven the commercial center. Designed as a promotional showcase for exhibitors, this year's edition will also focus on regional integration and economic cooperation.

It will bring together the local private sector, regional and international investors and entrepreneurs looking to take advantage of the economic growth in the Horn of Africa. This is a unique opportunity to contribute to the sustainable development of the region while showcasing our country's assets and economic diversity.



and Southern Africa). At the DIF, visitors will of course be able to discover the flagship sectors of the Djibouti economy. These include logistics, infrastructure, energy, tourism and hospitality, information technology, manufacturing and many others. What's more, this week of business events will offer cultural immersion through 'country evenings' and high-level networking through panel discussions and debates on current national and regional issues.

The business, investment and networking event for the Horn of Africa

Hence, the Djibouti International Fair is much more than just a trade event, it's the «busi-

Djibouti also serves as a gateway to other booming African countries

Business opportunities are not limited to the local market. Djibouti also serves as a gateway to other booming African countries. The event provides a springboard to a dynamic and promising market of over 400 million people, COMESA (Common Market for Eastern

ness, investment and networking» meeting place for the Horn of Africa. I would particularly like to thank the President of the Republic, Ismaël Omar Guelleh, the Government and all its partners for their trust. I would also like to thank the sponsors whose technical and financial investments will ensure the success of this meeting.



ANALYSE

Djibouti dans le futur

Grâce à sa situation géostratégique, Djibouti est devenu une plateforme commerciale et logistique régionale. La modernisation de ses infrastructures, portuaires et ferroviaires, et l'aménagement des zones franches participent à l'attractivité du pays. Un positionnement qui doit être renforcé avec la création de la Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ). Hub technologique, avec huit câbles sous-marins, escale dans le projet chinois des routes de la soie, Djibouti multiplie les investissements dans le numérique. Une projection dans le futur qui se concrétise dès maintenant pour faire de l'un des plus petits pays du continent le hub de la Corne de l'Afrique.

By Dounia Ben Mohamed



Alors que la reprise du commerce régional et international a fortement contribué au rebond de la croissance djiboutienne, après la crise du Covid 19, cette année 2023 confirme l'activité du pays, dopée par le port maritime international. Avec 5,3% de croissance en 2023 selon les prévisions de la Banque mondiale, cet État de la Corne de l'Afrique concentre de nombreux atouts.

Pourtant, Djibouti partait avec plusieurs handicaps, au lendemain de son indépendance. A commencer par sa taille : Djibouti est l'un des

plus petits territoires du continent avec 23 200 km², pour une population estimée à près de 900 000 personnes selon la Banque mondiale. Par ailleurs, Djibouti ne dispose pas de ressources minières ou d'hydrocarbures, contrairement à ses voisins de la péninsule arabique. Cela étant, le pays a su tirer avantage de ses atouts. En premier lieu, sa position géographique, à l'entrée de la mer Rouge, qui en fait un État stratégique pour la communauté internationale. De fait, le pays abrite six bases militaires étrangères dont celles de la France, des États-Unis, de la Chine ou encore du Japon.



Seul accès à la mer pour l'Éthiopie, Djibouti, où transite plus de 90 % du commerce éthiopien selon le ministère des finances, s'est naturellement imposé comme un carrefour commercial. Un positionnement en voie d'être renforcé avec l'entrée en activité de la Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ). Si l'économie djiboutienne repose encore sur son complexe portuaire, parmi les plus modernes au monde, le pays s'est résolument engagé dans la voie de la diversification. L'économie devrait notamment bénéficier, à moyen terme, des programmes d'investissement du secteur privé et des entreprises d'État, à savoir le développement du parc industriel de Damerjog et la création de nouvelles installations de stockage de carburant et d'un terminal pétrolier. Pour accompagner cette diversification, des réformes structurelles ont été entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième plan national de développement, baptisé Djibouti ICI (Inclusion-Connectivité-Institutions). Ces réalisations stimuleront la croissance du PIB qui devrait atteindre 5,3 % en 2023, puis 6,2 % en 2024 selon les projections de la Banque mondiale.

L'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) constitue le moteur du processus de modernisation des infrastructures portuaires et ferroviaires, transformées en zones franches par le gouvernement. Ce dernier poursuit sa mise en œuvre du plan de développement Vision 2035. L'ambition est de renforcer la position régionale sur le plan du commerce et de la logistique de Djibouti mais également tripler le revenu par habitant et améliorer les indicateurs de développement humain et social.

Un centre mondial des TIC

Pour atteindre ces objectifs, Djibouti compte notamment sur le numérique. Déjà centre technologique régional, avec l'accueil de huit câbles sous-marins, Djibouti multiplie les investissements dans le domaine et ambitionne de devenir un hub régional, spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). Djibouti Telecom, l'opérateur national, dispose de deux stations d'arrivée de câbles sous-marins qui desservent plus de cinquante opérateurs et permettent des connexions vers plus de quatre-vingt-dix pays dans le monde.

« Il ne fait aucun doute, dans mon esprit, que Djibouti contribuera à connecter davantage l'Afrique au reste du monde et à devenir également un centre mondial du traitement de données » a récemment déclaré le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, lors d'une visite officielle dans le pays. « Il existe un 'Djibouti au-delà des ports', une nation en marche pour devenir une plaque tournante des TIC à l'échelle mondiale. »

De belles perspectives pour les énergies renouvelables

Pour accompagner cette ambition, la BAD a investi 60 millions de dollars dans la première interconnexion électrique avec l'Éthiopie. Djibouti a approché la Banque pour un investissement similaire afin de distribuer une ligne supplémentaire de 320 mégawatts (MW) de Semera en Éthiopie à Nagad à Djibouti, soit une distance de 192 kilomètres.

Ces installations s'inscrivent dans la stratégie de développement énergétique du pays, laquelle s'oriente vers les énergies renouvelables. Alors que la BAD a octroyé 20 millions de dollars pour l'exploration géothermique autour de la région du lac Assal, des discussions sont en cours pour la construction d'une centrale solaire qui produira 15 MW d'électricité. Cette centrale fera partie de l'initiative Desert to Power, conçue par la BAD et qui prévoit un financement de 20 milliards de dollars pour fournir de l'électricité à 250 millions de personnes, réparties dans onze pays.

Après une première annonce, en 2019, du groupe français Engie, la centrale photovoltaïque de Grand Bara va finalement voir le jour sous l'égide de l'émirati Amea Power qui a signé un contrat de construction, d'exploitation et de transfert (Build-own-operate and transfer) et un projet partenarial d'aménagement (PPA) de vingt-cinq ans avec les pouvoirs publics djiboutiens.

En attendant, le pays a inauguré, le 10 septembre dernier, sa première ferme éolienne. Avec cette installation d'énergie renouvelable, inédite, Djibouti prévoit de devenir le premier pays africain à produire une énergie 100 % verte. Situées dans la baie du Ghoubet, une centaine de kilomètres au Nord de la capitale, juchées à 230 mètres d'altitude, sur le site le plus venteux du territoire, les dix-sept éoliennes ont été installées par l'espagnol Siemens-Gamesa. Ce parc a une capacité de production quotidienne de 60 MW, qui viennent s'ajouter aux 120 MW déjà produits selon les données fournies par les autorités locales lors de l'inauguration.

De quoi projeter le pays dans le futur... Et l'espace. Loin de se satisfaire des réalisations actuelles, le pouvoir djiboutien a annoncé en janvier dernier un projet de construction d'une base de lancement spatial. Désormais, the sky isn't the limit.

ANALYZE

Djibouti in the future

Thanks to its geostrategic location, Djibouti has become a regional trade and logistics hub. The modernization of its port and rail infrastructure and the development of free trade zones have all contributed to the country's attractiveness, a position that is set to be strengthened with the creation of the Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ). As a technology hub with eight submarine cables and a stop on China's Silk Road project, Djibouti is stepping up investment in digital technology. It is a projection of the future that is already taking shape, making one of the smallest countries on the continent the hub of the Horn of Africa.



While the resumption of regional and international trade was a major factor in Djibouti's post-COVID19 recovery, 2023 confirms the country's activity, boosted by its international seaport. With 5.3% growth in 2023 according to World Bank forecasts, this Horn of Africa country has a lot going for it.

However, Djibouti started out with a number of hindrances. Starting with its size: At 23,200 sq km, Djibouti is one of the smallest territories on the continent, with an estimated population of just under 900,000 according to the World bank. What's more, unlike its neighbors on the Arabian Peninsula, Djibouti has no mineral or hydrocarbon resources. Nevertheless, the country has managed to capitalize on its strengths. First and

foremost, its geographical location at the entrance to the Red Sea makes it a strategic state for the international community. Indeed, the country is home to six foreign military bases, including those of France, the United States, China and Japan.

As Ethiopia's only access to the sea, Djibouti through which over 90% of Ethiopia's trade passes, according to the Ministry of Finance, trade passes, has naturally established itself as a commercial crossroads. This position is about to be strengthened with the opening of the Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ). While Djibouti's economy is still based on its port complex, which is one of the most modern in the world, the country is firmly committed to diversification. In the



medium term, the economy should benefit from investment programs by the private sector and state-owned companies, namely the development of the Damerjog industrial park and the creation of new fuel storage facilities and an oil terminal. To support this diversification, structural reforms have been undertaken as part of the implementation of the second national development plan, known as Djibouti ICI (Inclusion-Connectivity-Institutions). These achievements will boost GDP growth to 5.3% in 2023 and 6.2% in 2024 according to World Bank projections.

The influx of foreign direct investment (FDI) is driving the process of upgrading port and rail infrastructure, which the government has transformed into free trade zones. The government continues to implement the Vision 2035 development plan. The aim is to strengthen Djibouti's regional position in terms of trade and logistics, but also to triple per capita income and improve human and social development indicators.

A global ICT center

To achieve these goals, Djibouti is relying heavily on digital technology. Already a regional technology center, hosting eight submarine cables, Djibouti is stepping up investment in this area and aims to become a regional hub specializing in information and communication technologies (ICTs). Djibouti Telecom, the national operator, has two submarine cable arrival stations serving more than fifty operators and enabling connections to more than ninety countries around the world.

“There is no doubt in my mind that Djibouti will further help to connect Africa to the rest of the world, and also become a global center with data centers,” recently said the President of the African Development Bank (AfDB), Akinwumi Adesina, during an official visit to the country. «I definitely see a ‘Djibouti Beyond Ports,’ a nation that should move itself to becoming an ICT hub globally.”

Bright prospects for renewables

To support this ambition, the AfDB has invested \$60 million in the first electricity interconnection with Ethiopia. Djibouti has approached the Bank for a similar investment for an additional 320-megawatt (MW) line from Semera in Ethiopia to Nagad in Djibouti, a distance of 192 kilometers.

These facilities are part of the country's renewable energy development strategy. While the AfDB has provided \$20 million for geothermal exploration around Lake Assal, discussions are underway for the construction of a solar power plant that will produce 15 MW of electricity. The plant will be part of the AfDB's Desert to Power initiative, which is providing \$20 billion in financing to bring electricity to 250 million people in 11 countries.

First announced in 2019 by the French group Engie, the Grand Bara photovoltaic plant will finally see the light of day under the aegis of Amea Power of the United Arab Emirates, which has signed a build-own-operate and transfer contract and a 25-year development partnership agreement (PPA) with the Djibouti authorities.

Meanwhile, Djibouti inaugurated its first wind farm on 10 September, with the aim of becoming the first African country to produce 100% green energy. Located in Ghoubet Bay, about a hundred kilometers north of the capital, at an altitude of 230 meters in the country's windiest area, the seventeen wind turbines were installed by the Spanish company Siemens-Gamesa. This wind farm has a daily production capacity of 60 MW, in addition to the 120 MW already produced according to data provided by the local authorities at the inauguration.

Enough to project the country into the future... and into space. Not content to rest on its laurels, last January the Djibouti government announced plans to build a spaceport. From now on, the sky isn't the limit.

FID 2023 : un retour gagnant

Le Centre international des expositions accueillera la 3ème édition de la Foire Internationale de Djibouti (FID), organisée par la Chambre de Commerce. Le plus grand rassemblement de la communauté d'affaires djiboutienne et régionale vise à réunir les acteurs économiques pour faciliter l'intégration dans la Corne de l'Afrique. Avec Djibouti comme place centrale du commerce régional.



Après quatre années d'absence à cause de la pandémie de Covid 19, la Foire Internationale de Djibouti (FID) marque son grand retour. Cette 3ème édition se tiendra du 3 au 10 décembre 2023 au Centre international des expositions de Djibouti.

Le dernier rendez-vous, en 2018, avait rassemblé des acteurs économiques issus d'une vingtaine de pays. Des entreprises venues de la région mais aussi du monde entier. Au total, trois cents exposants, représentant divers secteurs de l'économie, et plus de 11 000 visiteurs locaux et internationaux, en quête d'opportunités d'affaires, s'étaient réunis à Djibouti. Cette réussite a confirmé le positionnement central de Djibouti et de sa foire commerciale, devenue le plus important rendez-vous d'affaires de la région, avec pour ambition de contribuer à l'inclusion économique.

Symbole de la résilience économique de Djibouti

Si la Foire a pour vocation de renforcer les liens entre acteurs régionaux et internationaux, elle participe également au rayonnement et à la prospérité de l'économie nationale. Le retour de l'événement confirme ainsi la reprise économique d'un pays devenu la plateforme commerciale et logistique entre l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe et qui suscite tous les intérêts.

Vitrine de cet élan économique, la FID s'inscrit dans une perspective d'élargissement de l'intégration régionale.

Elle contribue ainsi à renforcer les relations commerciales entre Djibouti et ses voisins pour favoriser les échanges transfrontaliers et ouvrir la voie à de nouvelles opportunités d'investissement et de coopération.

A l'affiche, le secteur privé et le savoir-faire djiboutien

De dimension internationale, cette rencontre mettra à l'honneur les entreprises du secteur privé national, l'artisanat et l'innovation, et à travers eux, le made in Djibouti. A la hauteur des opportunités d'affaires qu'offre le pays, la présence des exposants nationaux témoignera des secteurs à fort potentiel : la logistique, les infrastructures, l'énergie, le tourisme et l'hôtellerie, les télécommunications, l'industrie manufacturière, etc.

Avec Djibouti comme passerelle vers d'autres marchés africains en plein essor. Enfin, la richesse du programme reflètera les ambitions de la Foire et du pays organisateur. Au menu, des tables rondes, des échanges BtoB, et des immersions culturelles pour mieux connaître Djibouti.

Pour en savoir plus :

La FID 2023 se déroulera du 03 au 10 décembre 2023 au Centre international des expositions de Djibouti

www.ccd.dj

FID 2023: a successful comeback



The International Exhibition Centre will host the 3rd edition of the Djibouti International Fair (DIF), organized by the Chamber of Commerce. The largest gathering of the Djiboutian and regional business community, DIF aims to bring together economic players to facilitate integration in the Horn of Africa. With Djibouti as the hub of regional trade.

After a four-year absence due to the COVID-19 pandemic, the Djibouti International Fair (DIF) is making a comeback. This 3rd edition will be held from December 3 to 10, 2023 at the Djibouti International Exhibition Centre.

The last edition, in 2018, brought together economic players from around twenty countries. Companies came from the region and from all over the world. In total, three hundred exhibitors representing various sectors of the economy and more than 11,000 local and international visitors in search of business opportunities gathered in Djibouti. This success confirms the central position of Djibouti and its fair, which has become the most important business event in the region with the aim of contributing to economic integration.

A symbol of Djibouti's economic resilience

While the Djibouti Trade Fair aims to strengthen links between regional and international players, it also contributes to the growth and prosperity of the country's economy. The return of the event confirms the economic recovery of a country that has become the commercial and logistical hub between Africa, Asia, the Middle East and Europe, attracting interest from all quarters.

As a showcase for this economic dynamism, the DIF is part of a drive towards greater regional integration. It is helping to strengthen trade links between Djibouti and its neighbors, encouraging cross-border trade and paving the way for new investment and cooperation opportunities.

Spotlight on Djibouti's private sector and expertise

This international event will showcase Djibouti's private sector companies, crafts and innovations, and through them, the Made in Djibouti. The presence of national exhibitors will reflect the country's business opportunities in high-potential sectors such as logistics, infrastructure, energy, tourism and hospitality, telecommunications and manufacturing.

With Djibouti as a gateway to other booming African markets. Finally, the richness of the program will reflect the ambitions of the fair and the host country. On the menu: roundtables, B2B exchanges and cultural immersions to get to know Djibouti better.

Find out more:

DIF 2023 will take place from December 3 to 10, 2023 at the Djibouti International Exhibition Centre.

www.ccd.dj

Climat des affaires : un Code des investissements pour être plus compétitif



Grâce aux réformes engagées par le gouvernement, ces dernières années, Djibouti continue de renforcer son attractivité auprès des investisseurs, et d'encourager le secteur privé local. A ce titre, le pays a entrepris une réforme de son code des investissements.

En novembre de l'année dernière, le Premier ministre, Abdoukader Kamil Mohamed, a officiellement lancé les travaux de refonte du code des investissements du pays. La mission revient au secrétariat d'Etat chargé des Investissements et du Développement du secteur privé, en coordination avec le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Ce code est un instrument juridique et réglementaire favorable à la promotion des investissements et au développement du secteur privé, un générateur d'emplois et une source de revenus diversifiés.

“Le Code des investissements doit compléter l'arsenal juridique actuel”

Le Code des investissements doit compléter l'arsenal juridique actuel mis à la disposition des investisseurs privés, “renforçant ainsi les potentiels politiques, financiers et économiques du pays, comme son système bancaire, son hub régional ou sa position géographique, sans oublier l'essentiel, la confiance internationale accordée à la politique du Président de la République” a souligné le Premier ministre Abdoukader Kamil Mohamed. La réflexion portera sur l'environnement fiscal et les exonérations mais aussi sur des mécanismes de financement novateurs.

Ce projet de refonte du Code des investissements bénéficie de l'appui technique et financier de l'Union Européenne grâce aux agences telles qu'Expertise France, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le British council, réunis au sein de la Facilité ICR, un programme européen pour aider à la construction d'un environnement prospère pour les entreprises.

Adapter l'environnement des affaires à l'évolution du contexte économique international, régional et national

Selon le diagnostic du secteur privé djiboutien, établi par l'IFC (Société financière internationale) en octobre dernier, Djibouti pourrait attirer davantage d'investissements privés. Pour créer des emplois et soutenir le développement économique, l'IFC préconise, afin d'améliorer le climat des affaires, de favoriser l'accès des entreprises aux financements et de renforcer l'accès à l'énergie et la connectivité numérique du pays. Face aux difficultés exogènes et endogènes, il y va de l'adaptation de l'environnement des affaires à l'évolution du contexte économique international, régional et national” ajoute l'institution.



Business climate: a more competitive investment code

Thanks to the reforms undertaken by the government in recent years, Djibouti continues to improve its attractiveness to investors and encourage the local private sector. To this end, the country has reformed its investment code.

In November last year, Prime Minister Abdoukader Kamil Mohamed officially launched work on revising the country's investment code. The task falls to the Secretary of State for Investments and Private Sector Development, in coordination with the Ministry of Economy, Finance and Industry. The code is a legal and regulatory instrument that promotes investment and private sector development as a source of employment and diversified income.

“The Investment Code should complement the current legal arsenal”

The Investment Code is intended to complement the current legal arsenal available to private investors, «thereby strengthening the country's political, financial and economic potential, such as its banking system, its regional hub and its geographical position, not forgetting, above all, the international confidence in the policies of the President of the Republic,» said Prime Minister Abdoukader Kamil Mohamed. The focus will be on the tax environment and exemptions, but also on innovative financing mechanisms.

This investment code revision project is receiving technical and financial support from the European Union, thanks to agencies such as Expertise France, the German Agency for International Cooperation (GIZ) and the British Council, which have joined forces under the ICR Facility, a European program to help create a thriving business environment.

Adapting the business environment to the changing international, regional and national economic context

According to the International Finance Corporation's (IFC) Djibouti private sector diagnostic published last October, Djibouti could attract more private investment. To create jobs and support economic development, the IFC recommends improving the business climate, facilitating access to finance for businesses, and strengthening the country's access to energy and digital connectivity. In the face of exogenous and endogenous challenges, it is essential to adapt the business environment to changes in the international, regional and national economic context,» the institution added.

ADEN OMAR ABDILLAHI

«La présence de bases militaires nous confère une stature mondiale»

Djibouti a su développer sa visibilité à l'international en capitalisant sur sa position stratégique. Comment ce petit État a su tirer son épingle du jeu mondial ? Réponses avec Aden Omar Abdillahi, directeur de l'Institut des études politiques et stratégiques, au Cerd (Centre d'études et de recherches de Djibouti), co-directeur de l'ouvrage Djibouti au XXIème siècle (Karthala, 2023).



Pays à la superficie limitée, Djibouti accueille les bases militaires de plusieurs grandes puissances. Comment expliquer cet attrait ?

Cet attrait international pour Djibouti s'explique par la géographie et par l'histoire. D'abord, Djibouti est situé à l'entrée Sud du détroit de Bab el-Mandeb, non loin de la péninsule arabique, où se trouvent d'importantes réserves de pétrole. Cette route relie le détroit au golfe d'Aden puis à l'océan Indien par lequel transite une partie des marchandises mondiales dont un quart d'hydrocarbures. Par ailleurs, Djibouti est un pays stable dans une région instable. Ses infrastructures portuaires sont très développées et diversifiées. Cette vocation portuaire a été dictée par l'histoire. Les Français, sous la colonisation, ont construit le port pour exporter le sel et les ressources marines, comme la nacre, l'huître, le poisson. Djibouti devint alors un port important pour la France coloniale car il lui permettait de relier l'économie de l'Afrique de l'Est à l'économie asiatique française, l'Indochine.

Le port avait une importance historique, il a désormais une importance géopolitique ?

Djibouti a pris une importance géopolitique après le 11 septembre 2001. Au lendemain des attentats, les Américains ont négocié et obtenu l'autorisation d'installer une base militaire à Djibouti. Leur choix s'est porté sur notre pays en raison de la présence française mais surtout grâce à la proximité avec le golfe arabique. Depuis Djibouti, les Etats-Unis peuvent surveiller la péninsule, le Yémen, la Somalie où Al-Qaïda dispose toujours ses camps. A partir de 2008, les questions de la piraterie maritime, le long des côtes somaliennes, ont aussi donné une autre envergure géopolitique à Djibouti. Cela s'est traduit par l'accueil de nouvelles missions militaires : EUNavFor

(la force navale européenne) qui conduit l'opération Atalante, mais aussi une base militaire japonaise. Plus tard, une base de prestige de l'armée chinoise a été inaugurée en 2017. Mais, cette base s'installe en dehors du contexte de la piraterie et du terrorisme.

Est-ce que cela signifie que l'enjeu sécuritaire n'est pas ce qui a motivé la Chine ? Vous parlez d'une base de prestige...

L'installation de la base chinoise s'est produite dans le contexte des "Printemps arabes". Des événements au cours desquels la Chine, qui se veut une puissance mondiale, n'a pas pu évacuer ses ressortissants, notamment après la chute de Kaddafi en Libye en 2011. Cela a été ressenti comme une humiliation. Outre ces événements, il s'agit pour l'Empire du milieu de dire au monde : "Nous sommes une puissance". Enfin, la République populaire a beaucoup investi dans la région, au Kenya, en Éthiopie, dans toute l'Afrique de l'Est, et nombre de ses ressortissants y résident, ainsi qu'au Maghreb et dans la Péninsule arabique. La Chine a décidé de s'installer dans la région et pour longtemps. Au départ, ce qui se présentait comme une facilité militaire, concentrée sur la formation, s'est transformée, et la Chine le reconnaît, en véritable base militaire.

Combien toutes ces installations militaires rapportent-elles à Djibouti ? Peut-on parler de rente sécuritaire ?

Il fut un temps où la présence militaire française représentait plus de la moitié du PIB djiboutien. Aujourd'hui, la présence des militaires français a décliné. Ils ne sont plus que 1 400 soldats, contre près de 5 000 au plus fort de leur présence. Avec la réduction des effectifs, et ce

malgré l'installation de nouvelles bases, on estime que les loyers perçus, aujourd'hui, représentent moins de dix pour cent du PIB. Les loyers, ce que certains appellent une rente, ne sont pas à la hauteur. Les pays concernés bénéficient de nombreuses exonérations d'impôts, taxes et redevances. Selon certaines estimations, une seule base militaire pourrait rapporter entre 200 et 300 millions de dollars par an. Actuellement, la base française ne rapporte que 30 millions d'euros chaque année et la base militaire américaine 63 millions de dollars. Mais le gouvernement djiboutien ne se place pas dans une logique de rentabiliser ces bases. Ces bases lui confèrent surtout une visibilité et une stature mondiales. Par ailleurs, cette présence assure, de manière indirecte, la sécurité de Djibouti tout en renforçant son appareil de défense. Le manque à gagner financier est compensé par d'autres avantages.

Peut-on dire que Djibouti ne s'inscrit pas dans l'axe occidental, contrairement à d'autres anciennes colonies françaises ?

Djibouti poursuit avant tout ses intérêts. Nous n'appartenons ni au bloc occidental, ni au bloc asiatique ou chinois. Cependant, les relations avec la Chine s'inscrivent dans un modèle gagnant-gagnant. En échange de la base militaire, les Chinois investissent dans le pays. Ce qui n'est pas le cas des Européens et des Occidentaux en général. Les partenaires occidentaux peuvent obtenir des facilités pour Djibouti au niveau du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale mais, ce ne sont pas des investissements. La Chine, elle, est présente, ses sociétés aussi, au prix parfois d'un endettement difficile à supporter, mais ce sont des investissements commerciaux, qui peuvent se rembourser aisément, par les sociétés dans lesquelles ils ont été faits. Parfois, cela peut s'apparenter à de l'imprudance, mais dans l'esprit du gouvernement djiboutien, il faut prendre des risques pour s'en sortir.

Justement, vous dites que Djibouti défend ses intérêts, mais cette importante présence de la Chine ne crée-t-elle pas un risque de dépendance ?

Il ne faut pas être naïf, Djibouti compte beaucoup sur les investissements chinois. Mais tant qu'il y a la base militaire chinoise, il y aura toujours une marge de négociation. Nous sommes un partenaire stratégique ; les relations en témoignent ; nous n'allons pas nous embrouiller pour des emprunts non remboursés dans les délais. Même si la Chine n'est pas unique, Djibouti n'a pas qu'un seul interlocuteur. Il faut faire la différence entre les entreprises privées et les sociétés d'État. Il ne faut pas tout mélanger. Mais, l'accueil d'une base militaire nous donne plus de crédit pour négocier.

Quelles sont les relations entre Djibouti et la Russie ? Est-ce une ligne rouge que les États-Unis ne veulent pas que Djibouti franchisse ?

Les autorités djiboutiennes discutent avec tout le Monde. Il fut un temps, sous la présidence de Barack Obama, les États-Unis poussaient le gouvernement djiboutien à ne pas accepter une base russe. Mais les choses ont beaucoup évolué. Cela ne signifie pas que les liens entre Djibouti et la Russie se sont raffermis. Des discussions ont lieu. Et il n'y a aucun problème entre Djibouti et la Russie. Certains responsables du gouvernement djiboutien pensent qu'il y a trop de bases. Des voix s'élèvent pour dire : "ça suffit, on ne pourra pas gérer les rivalités ou hostilités entre tous ces gens-là", mais rien n'est exclu. Tout dépendra de nos intérêts, de l'évolution de la situation au niveau mondial et régional, mais aussi de nos liens avec les partenaires occidentaux.



Stature internationale, Djibouti n'en est pas moins présent sur le plan régional. Qu'en est-il de l'Éthiopie ? Est-ce que quand l'Éthiopie va mal, Djibouti va mal aussi ?

Absolument. Nous l'avons remarqué lors du Covid mais aussi lors de la guerre du Tigré, nos deux économies ont atteint un point d'interdépendance tel qu'il est vraiment difficile d'envisager un développement de Djibouti sans une bonne santé de l'économie éthiopienne. Mais aujourd'hui, je pense que l'Éthiopie a plus besoin de Djibouti que l'inverse. C'est la raison pour laquelle Addis-Abeba est dans une recherche active d'alternatives. Dans le même temps, Djibouti cherche également à diversifier ses activités et ses clients, pour ne plus se concentrer sur le portuaire et le commerce avec l'Éthiopie. Si l'Éthiopie a la légitimité de chercher des alternatives dans les pays voisins pour l'acheminement de ses marchandises, Djibouti doit aussi diversifier sa clientèle et son économie pour ne plus dépendre des activités portuaires. Mais ce n'est pas pour demain. Nous sommes encore condamnés à collaborer. Certains responsables éthiopiens perdent patience, mais cela reste de l'ordre du discours. Et la réalité est tout autre.

L'IEPS, outil de réflexion et d'analyse

Fondé en décembre 2008, au lendemain de la guerre entre Djibouti et l'Érythrée, l'Institut d'études politiques et stratégiques (IEPS) du Centre d'études et de recherches de Djibouti vise à apporter des analyses indépendantes sur les enjeux politiques et géopolitiques contemporains. L'IEPS œuvre tant à l'amélioration de la compréhension de la gouvernance, de l'économie et de la société djiboutienne qu'à l'approfondissement de la connaissance de la corne d'Afrique et des enjeux géopolitiques qui touchent Djibouti. C'est aussi un espace ouvert de débats et de production de nouvelles idées.

ADEN OMAR ABDILLAHI

«Djibouti is talking to the whole world»

Djibouti has managed to raise its international profile by capitalizing on its strategic location. How has this small state managed to make the most of the global game? Aden Omar Abdillahi, director of the Institute for Political and Strategic Studies at CERD (Djibouti Centre for Studies and Research) and co-editor of *Djibouti in the XXIème siècle* (Karthala, 2023), provides the answers.



Djibouti is a small country that hosts the military bases of several major powers. How do you explain this attraction?

Djibouti's international appeal can be explained by its geography and history. Firstly, Djibouti is located at the southern entrance to the Bab el-Mandeb Strait, not far from the Arabian Peninsula, where there are major oil reserves. This route connects the strait to the Gulf of Aden and the Indian Ocean, through which some of the world's goods pass, a quarter of which are hydrocarbons. Djibouti is also a stable country in an unstable region. It has a well-developed and diversified port infrastructure. This vocation has been dictated by history. Under colonial rule, the French built the port to export salt and marine resources such as mother-of-pearl, oysters and fish. Djibouti became an important port for colonial France as it provided a link between the East African economy and the French Asian economy, Indochina.

The port had historical significance, but now it has geopolitical significance?

Djibouti gained geopolitical importance after September 11, 2001. After the attacks, the Americans negotiated and received permission to set up a military base. They chose Djibouti because of the French presence, but above all because of its proximity to the Arabian Gulf. From Djibouti, the United States can monitor the peninsula, Yemen and Somalia, where Al-Qaeda still has camps. Since 2008, the issue of maritime piracy off the coast of Somalia has also given Djibouti a new geopolitical dimension. This has led to the hosting of new military missions: EUNAVFOR (the European naval force) leading Operation Atalanta, and a Japanese military base. Later, in 2017, a prestigious Chinese military base

was inaugurated. But this base is being built outside the context of piracy and terrorism.

Does this mean that the security issue is not what motivated China? You're talking about a prestige base...

The Chinese base was built against the backdrop of the Arab Spring. These were events during which China was unable to evacuate its nationals, especially after the fall of Gaddafi in Libya in 2011. This was seen as a humiliation. In addition to these events, the Middle Kingdom wants to say to the world: «We are a power». After all, the People's Republic has invested heavily in the region, in Kenya, Ethiopia and the whole of East Africa. Many of its citizens live there, as well as in the Maghreb and the Arabian Peninsula. China has decided to establish itself in the region, and for a long time to come. What began as a military facility focused on training has become - and China acknowledges this - a real military base.

How much do all these military installations generate for Djibouti? Can we talk about security revenues?

There was a time when the French military presence accounted for more than half of Djibouti's GDP. Today, the French military presence has been reduced. There are now only 1,400 soldiers, compared with nearly 5,000 at the height of their presence. With the reduction in numbers, and despite the establishment of new bases, it is estimated that the rents received today represent less than ten per cent of GDP. The rents - as some call them - are not adequate. The countries concerned benefit from numerous tax and duty exemptions. According to

some estimates, a single military base could generate between 200 and 300 million dollars a year. At present, the French base brings in only €30 million a year and the American base \$63 million. But the Djibouti government is not interested in making its bases profitable. Above all, these bases give it global visibility and prestige. Moreover, this presence indirectly ensures Djibouti's security and strengthens its defense apparatus. The financial loss is offset by other benefits.

Can it be said that Djibouti, unlike other former French colonies, is not part of the Western axis?

Djibouti looks after its own interests first and foremost. We are not part of the Western bloc, the Asian bloc or the Chinese bloc. But relations with China are part of a win-win model. In return for the military base, the Chinese invest in the country. This is not the case for Europeans and Westerners in general. The Western partners can obtain facilities for Djibouti from the IMF (International Monetary Fund) and the World Bank, but these are not investments. China, on the other hand, is present, as are its companies, sometimes at the cost of debts that are difficult to bear, but these are commercial investments that can be easily repaid by the companies in which they are made. Sometimes this may seem reckless, but the Djibouti government believes that you have to take risks to get ahead.

You say that Djibouti is defending its interests, but doesn't China's strong presence create a risk of dependency?

Let's not be naive. Djibouti relies heavily on Chinese investment. But as long as there is a Chinese military base, there will always be room for negotiation. We're a strategic partner, as our relations show, and we're not going to get bogged down in loans that are not repaid on time. Even if China isn't the only one, Djibouti doesn't have just one partner. We have to distinguish between private companies and state-owned companies. We shouldn't mix everything up. But hosting a military base gives us more leverage in negotiations.

What are Djibouti's relations with Russia? Is this a red line that the US doesn't want Djibouti to cross?

The Djibouti authorities are talking to everybody. There was a time, under President Barack Obama, when the United States urged the Djibouti government not to accept a Russian base. But things have moved on. That doesn't mean that the relationship between Djibouti and Russia has strengthened. There are talks. And there are no problems between Djibouti and Russia. Some Djibouti government officials think there are too many bases. Some people say: «Enough is enough, we won't be able to manage the rivalries and animosities between all these people,» but nothing is ruled out.



Everything will depend on our interests, on global and regional developments, but also on our links with our Western partners.

Djibouti's international stature does not mean that it is any less present at regional level. What about Ethiopia? If Ethiopia goes bad, does Djibouti go bad too?

Absolutely yes. As we saw during COVID and also during the Tigray war, our two economies have reached a point of interdependence that makes it difficult to imagine Djibouti's development without a healthy Ethiopian economy. But today I think Ethiopia needs Djibouti more than Djibouti needs Ethiopia. That is why Addis Ababa is actively on the lookout for alternatives. At the same time, Djibouti is also trying to diversify its activities and its customers away from the port and trade with Ethiopia. While Ethiopia has every right to look to neighboring countries to transport its goods, Djibouti also needs to diversify its customer base and its economy so that it is no longer dependent on port activities. But that is not for tomorrow. We are still condemned to cooperate. Some Ethiopian officials are losing patience, but that's just talk. The reality is very different.

The IEPS, a tool for reflection and analysis

Founded in December 2008 in the wake of the war between Djibouti and Eritrea, the Institute of Political and Strategic Studies (IEPS) of the Djibouti Center for Studies and Research (CERD) aims to provide independent analysis of contemporary political and geopolitical issues. The IEPS works to improve understanding of Djibouti's governance, economy and society, and to deepen knowledge of the Horn of Africa and the geopolitical issues affecting Djibouti. It is also an open forum for debate and the generation of new ideas.

Carrefour du commerce maritime mondial

Au cours des deux dernières décennies, Djibouti a investi massivement dans la construction de nouveaux ports et la modernisation des infrastructures existantes. Grâce à la mise en œuvre de la Zone Franche de Djibouti (DIFTZ) et les chantiers en cours, le pays s'impose comme la plateforme commerciale et logistique de la Corne de l'Afrique. Et entend le rester.



Un terminal de gaz naturel liquéfié, une zone d'activité, des chantiers de réparation navale, un terminal pétrolier, un aéroport international, de nouvelles lignes ferroviaires reliant la capitale djiboutienne aux principaux axes commerciaux régionaux... Si la pandémie du Covid 19 et la guerre en Ukraine ont perturbé les échanges commerciaux et bouleversé les chaînes d'approvisionnement, cela est loin d'avoir ralenti les ambitions djiboutiennes. Au contraire, le pays y a vu l'opportunité de confirmer son positionnement de centre commercial et logistique et d'accélérer sa stratégie de modernisation de ses infrastructures portuaires, autour des zones franches.

Situé à l'entrée du détroit de Bab-el-Mandeb, Djibouti et ses ports, par lesquels transitent près de 2 500 navires, doté de six terminaux en opération et d'un réseau ferroviaire transfrontalier, officie comme connecteur régional. Son économie repose en grande partie sur la fourniture de services maritimes aux nations voisines, à savoir l'Éthiopie et la Somalie. Mais désormais, il affiche de nouvelles ambitions, avec la nouvelle zone franche, inaugurée en 2018 et destinée à devenir la plus grande d'Afrique.

“Une zone industrielle pour l’Afrique de l’Est et l’Afrique centrale”

Grâce à l’appui de la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), qui a consenti un financement de 120 millions de dollars en faveur de la Great Horn Investment Holding (GHIH) de Djibouti pour l’exécution d’une série de projets dans la zone franche de Damerjog Industrial Development, l’Autorité des ports de Djibouti a annoncé en juillet dernier la construction d’infrastructures destinées à doper ses activités commerciales. Parmi celles-ci, la jetée pétrolière de Damerjog, qui doit assurer une connectivité maritime à la zone franche.

“Conformément à notre stratégie pluriannuelle d’investissements visant à faire de notre pays une plaque tournante logistique et commerciale de la sous-région, nous répondons à cette demande croissante en fournissant les infrastructures nécessaires» explique Aboubaker Hadi Omar, président de l’Autorité des ports et zones franches de Djibouti (APZFD), depuis 2011, et de Great Horn Investment Holding (GHIH). Ce fonds d’investissement public, chargé de la logistique et des aménagements de transport, gère l’ensemble des infrastructures du pays, des ports aux corridors routiers et ferroviaires, et prochainement l’aéroport de fret. Dans ce cadre, le projet de jetée pétrolière et de réservoir de stockage dans la zone industrielle de Damerjog, doit “soutenir et améliorer la circulation des produits pétroliers dans la région tout en développant une ceinture économique avec l’Éthiopie et, à terme, une zone industrielle pour l’Afrique de l’Est et l’Afrique centrale.”

Djibouti figure déjà parmi les trois plateformes portuaires continentales sur les trafics conteneurisés.

En rentabilisant sa position géographique et en suivant la stratégie développée dans le plan de développement “Vision 2035”, Djibouti, carrefour historique entre l’Afrique, l’Europe, l’Asie et le Moyen-Orient, a, au cours des dernières années, investi dans la modernisation de ses infrastructures portuaires et diversifié son offre de services, afin de renforcer sa position. Avec des aménagements tels que la première zone logistique mixte, inaugurée dans la ville éthiopienne de Dire Dawa, Djibouti confirme son « caractère indispensable », indique Aboubaker Omar Hadi.

Inaugurée en juillet 2018, en présence, remarquée, du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed ainsi que des présidents rwandais, Paul Kagame, et soudanais Omar El Béchir, la nouvelle zone franche de Djibouti, connectée aux principaux ports du pays, doit devenir à terme la plus grande zone franche du continent africain. La première phase de ce projet débutera avec la construction d’une zone de 240 hectares pour atteindre 4 800 hectares, d’ici dix ans, le budget total de l’opération s’élève à 3,5 milliards de dollars selon les données fournies par les autorités locales lors de l’inauguration. A l’issue du projet, la zone franche de Djibouti sera la plus grande du continent. Des sociétés étrangères doivent installer des unités de transformation pour ajouter de la plus-value aux produits importés et exportés. «Le volume de produits arrivant en Afrique de l’Est ne cesse d’augmenter. A chaque fois qu’un produit quitte le continent sans avoir été transformé, c’est une opportunité manquée pour l’Afrique» rappelle Aboubaker Omar Hadi.





Avec une vingtaine d'entreprises annoncée dès l'inauguration de la zone, selon les autorités djiboutiennes, l'impact économique de la phase pilote sur les chiffres d'affaires de la zone franche sera de 200 millions de dollars, soit 11% du PIB, la montée en puissance aux horizons 2035 et 2040, et l'extension de la zone devrait rapporter entre 2,5 et 4 milliards de dollars selon les projections de l'APZFD.

Port, Park and City

Cette initiative majeure, à l'ère de la ZLECAf (zone de libre-échange continentale africaine), en faveur de la promotion des échanges intra-africains, a notamment bénéficié du soutien de la Chine, partenaire essentiel de Djibouti. Cependant, le gouvernement djiboutien reste l'actionnaire majoritaire de la zone franche, aux côtés de trois groupes chinois : China Merchants Group, Dalian Port Corporation et IZP Technologies.

Dès l'année suivant son inauguration, en 2019, la DIFTZ a été classée parmi les meilleures zones franches et a reçu de nombreuses récompenses lors du classement mondial

des zones franches de l'année, décerné par FDI Intelligence, une filiale du Financial Times. Avec plus de 300 entreprises actuellement, la zone s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale des plus ambitieuses. Élément clé de cette feuille de route, l'aménagement de l'ancien port de Djibouti. Celui-ci va entièrement être transformé pour accueillir un nouveau quartier d'affaires international dans le prolongement des infrastructures portuaires et zones franches, sous le triptyque : Port, Park and City (PPC).

En attendant, la compagnie aérienne nationale éthiopienne, Ethiopian Airlines, leader dans le fret aérien en Afrique, a annoncé, en mars dernier, son association avec Air Djibouti et Djibouti Industrial Park Operation (IDIPO) pour lancer un transport multimodal mer-air. L'accord prévoit que le fret sera transporté par voie maritime, depuis la Chine vers la zone franche de Djibouti, puis acheminé par voie aérienne à partir de l'aéroport international de Djibouti. Ce projet, qui devrait permettre de récupérer une partie du fret en provenance de Dubaï, confirme les ambitions, portées par le duo éthiopo-djiboutien, de faire de la région la plaque tournante du fret en Afrique.

ANA l'actualité économique africaine decryptée

- ▶ Une double présence en France et en Afrique
- ▶ Partenaires des plus grands médias panafricains
- ▶ Un site d'information économique en ligne
- ▶ Une banque d'image
- ▶ Une banque vidéo



Changer le regard sur l'Afrique, c'est notre défi !

World maritime trade crossroads



Over the past two decades, Djibouti has invested heavily in building new ports and upgrading existing infrastructure. With the implementation of the Djibouti Free Trade Zone (DIFTZ) and other ongoing projects, the country has established itself as the trade and logistics hub for the Horn of Africa. And it intends to stay that way.

A liquefied natural gas terminal, a business park, ship repair yards, an oil terminal, an international airport, new railway lines linking the capital Djibouti to the main regional trade routes... While the COVID-19 pandemic and the war in Ukraine have disrupted trade and supply chains, this has not slowed Djibouti's ambitions. On the contrary, the country has seen this as an opportunity to confirm its position as a trade and logistics hub and to accelerate its strategy of modernizing its port infrastructure around the free trade zones.

Situated at the entrance to the Bab-el-Mandeb Strait, Djibouti and its ports, with nearly 2,500 vessels, six operational terminals and a cross-border rail network, acts as a regional hub. Its economy is largely based on providing maritime services to neighboring Ethiopia and Somalia. But it now has new ambitions, with a new free trade zone set to open in 2018 and become the largest in Africa.



"An industrial zone for East and Central Africa"

Thanks to the support of the African Export-Import Bank (Afreximbank), which provided Djibouti's Great Horn Investment Holding (GHIH) with a \$120 million loan for a series of projects in the Damerdjog Industrial Development Free Zone, the Djibouti Ports Authority announced last July that it was building infrastructure to boost commercial activities. This includes the Damerdjog Oil Jetty, which will provide a maritime link to the free zone.

"In line with our multi-year investment strategy to make our country a logistics and trade hub for the sub-region, we are responding to this growing demand by providing the necessary infrastructure," explains Aboubaker

Hadi Omar, chairman of the Djibouti Ports and Free Zones Authority (DPFZA) and Great Horn Investment Holding (GHIH) since 2011. This public investment fund, which is responsible for logistics and transport facilities, manages all the country's infrastructure, from ports to road and rail corridors, and will soon manage the cargo airport. Within this framework, the offshore jetty and storage tank project in the Damerdjog Industrial Zone aims to "support and improve the movement of petroleum products in the region, while developing an economic belt with Ethiopia and ultimately an industrial zone for East and Central Africa."

Djibouti is already one of the three continental port hubs for container traffic

Taking advantage of its geographical location and following the strategy set out in its "Vision 2035" development plan, Djibouti, a historic crossroads between Africa, Europe, Asia and the Middle East, has invested in recent years in modernizing its port infrastructure and diversifying its range of services to strengthen its position. With developments such as the inauguration of the first mixed logistics zone in the Ethiopian city of Dire Dawa, Djibouti is confirming its "indispensable character," says Aboubaker Omar Hadi.

Inaugurated in July 2018 in the presence of Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed, Rwandan President Paul Kagame and then Sudanese President Omar al-Bashir, Djibouti's new free zone, connected to the country's main ports, is set to become the largest free zone on the African continent. The first phase of the project will begin with the construction of a 240-hectare zone, increasing to 4,800 hectares within ten years. The total budget for the operation is \$3.5 billion according to data



Port, Park and City

This major initiative in the era of the AfCFTA (African Continental Free Trade Area) to promote intra-African trade has benefited in particular from the support of China, Djibouti's main partner. However, the Djibouti government remains the majority shareholder in the free trade zone, alongside three Chinese groups: China Merchants Group, Dalian Port Corporation and IZP Technologies.

In the year following its inauguration in 2019, DIFTZ was ranked as one of the best free zones and received numerous awards in the Global Free Zone Ranking of the Year, awarded by fDi Intelligence, a subsidiary of the Financial Times. With more than 300 companies currently operating there, the zone is part of an ambitious global strategy. A key element of this roadmap is the development of Djibouti's old port. This will be completely transformed to accommodate a new international business district as an extension of the port infrastructure and free zones under the triptych: Port, Park and City (PPC).

provided by the local authorities at the inauguration. At the end of the project, Djibouti's free zone will be the largest on the continent. Foreign companies are expected to set up processing units to add value to imported and exported products. "The volume of products arriving in East Africa is increasing all the time. Every time a product leaves the continent without being processed, it's a lost opportunity for Africa," says Aoubaker Omar Hadi.

Meanwhile, Ethiopian Airlines, Africa's leading air cargo carrier, announced in March that it was joining forces with Air Djibouti and Djibouti Industrial Park Operation (IDIPO) to launch a multimodal sea-air transport service. Under the agreement, cargo will be transported by sea from China to Djibouti's free trade zone and then flown from Djibouti International Airport. This project, which is expected to divert some cargo from Dubai, confirms the ambitions of the Ethiopian-Djiboutian duo to make the region the cargo hub of Africa.

According to the Djibouti authorities, the pilot phase will have an economic impact of \$200 million, or 11% of GDP, on the free zone's turnover, with around twenty companies expected to join the zone once it opens. The ramp-up to 2035 and 2040 and the expansion of the zone are expected to generate between \$2.5 and \$4 billion according to the APZFD projections.



Djibouti,

locomotive des énergies propres en Afrique

En pleine industrialisation, confronté à une hausse de la demande en électricité, Djibouti compte relever le défi de l'énergie, mais pas de n'importe quelle manière. Le pays mise sur le renouvelable. Et semble avoir trouvé la bonne formule.



Avec son parc éolien, Djibouti tend vers l'objectif d'être la première économie africaine à 100 % propre et verte@DR

En septembre dernier, Djibouti inaugurait la première installation d'énergie verte du pays. Le pays dispose désormais d'un parc de dix-sept éoliennes dotées d'une capacité de production totale de 60 MW, qui viennent s'ajouter aux 120 MW déjà produits chaque jour par la petite République selon les données fournies par les autorités locales lors de l'inauguration. Cette infrastructure permet d'accroître l'accès à l'énergie d'une partie de la population. Ce projet tend à réaliser l'ambition du gouvernement de faire de Djibouti le premier pays d'Afrique à produire une énergie 100 % verte.

Comment le pays en est-il arrivé là ? Dans un premier temps, l'exécutif a misé sur les partenariats publics privés (PPP) et la libéralisation du secteur de l'éner-

gie. La dernière centrale éolienne a été l'œuvre d'un consortium d'investisseurs privés, réunis au sein de la société Red Sea Power Limited SAS, qui a investi 122 millions de dollars selon le consortium.

Le pays ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Une extension supplémentaire de 45 MW est déjà prévue sur le site du Ghoubet, alors qu'un autre projet, cette fois solaire, doit voir le jour dans les prochains mois dans le désert du Grand Bara. D'un investissement de 40 millions de dollars, cette ferme photovoltaïque disposera d'une capacité initiale de 30 MW, portée à 100 MW si son potentiel de production se confirme selon les projections des autorités locales. Avant même que ces projets ne soient opérationnels, la ferme éolienne qui vient d'être réceptionné permet

de réduire les émissions de dioxyde de carbone de plus de 250 000 tonnes par an, soit l'équivalent de 55 000 bus.

Atouts naturels et géographiques

Plaque tournante du transbordement mondial, Djibouti peut compter sur la nature. Le pays dispose de ressources éoliennes, solaires et géothermiques pour lui permettre de tripler sa capacité actuelle et dépasser les 300 MW. Le pays accueille la plus forte concentration au monde de bases militaires étrangères. Certains partenaires et les entreprises voient, dans ce parc éolien, une opportunité de décarboner leurs activités et de remplacer leur électricité, issue principalement du diesel, par une énergie propre. À terme, l'énergie produite facilitera non seulement l'industrialisation neutre en carbone mais pourra aussi être utilisée pour alimenter une nouvelle installation de transformation écologique afin de ravitailler des navires de transbordement. Elle permettra au pays de sortir de la dépendance aux combustibles fossiles importés, ainsi que de l'électricité produite de l'hydrogène par l'Éthiopie voisine.



Ismail Omar Guelleh, President of Djibouti, mise sur l'énergie verte

« Cette transition énergétique renforce notre sécurité énergétique »

Lors de l'inauguration de ce parc éolien, le Président Ismail Omar Guelleh indiquait que cette transition énergétique vers des sources propres et renouvelables permet de réduire la dépendance aux énergies fossiles importées, « ce qui renforce notre sécurité énergétique et réduit notre facture. En investissant dans les énergies renouvelables, nous créons également de nouvelles opportunités économiques, en favorisant l'émergence d'une industrie locale et en créant des emplois dans le secteur des énergies propres, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique, en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre ». Il estime par ailleurs que cette option « renforce la position de Djibouti sur la scène internationale, en tant que pays engagé dans la protection de l'environnement et dans la réalisation des objectifs de développement durable ».

Autant d'initiatives qui confortent la volonté du pays de produire 100% de son électricité à partir de sources renouvelables inépuisables d'ici 2035.





Djibouti, a clean energy powerhouse in Africa

With its wind farm, Djibouti aims to become Africa's first 100% clean and green economy@DR

In the midst of a period of rapid industrialization and rising demand for electricity, Djibouti is looking to meet the energy challenge, but not in just any old way. The country is turning to renewable energy. And it seems to have found the right formula.

Last September, Djibouti inaugurated the country's first green energy plant. The country now has a fleet of seventeen wind turbines with a total production capacity of 60 MW, adding to the 120 MW the tiny republic already produces every day according to data provided by the local authorities at the inauguration already produces every day. This infrastructure will improve access to energy for part of the population. The project is part of the government's ambition to make Djibouti the first country in Africa to produce 100% green energy.

How did the country get there? Initially, the executive relied on public-private partnerships (PPPs) and the liberalization of the energy sector. The latest wind farm was built by a consortium of private investors, Red

Sea Power Limited SAS, which invested \$122 million according to the consortium.

The country has no intention of stopping there. A further 45 MW expansion is already planned for the Ghoubet site, while another project, this time solar, is due to be launched in the coming months in the Grand Bara desert. With an investment of \$40 million, this photovoltaic farm will have an initial capacity of 30 MW, which will be increased to 100 MW if its production potential is confirmed according to local authority projections. Even before these projects are operational, the wind farm just launched will reduce carbon dioxide emissions by more than 250,000 tons per year, or the equivalent of taking 55,000 buses off the road.

Natural and geographical assets

As a global transshipment hub, Djibouti can count on nature. It has wind, solar and geothermal resources that could triple its current capacity to over 300MW. It has the highest concentration of foreign military bases in the world. A number of partners and companies see the wind farm as an opportunity to decarbonize their operations and replace their mainly diesel-powered

electricity with clean energy. Ultimately, the energy produced will not only facilitate carbon-neutral industrialization, but can also be used to power a new environmentally friendly processing facility to fuel transshipment vessels. It will enable the country to wean itself off its dependence on imported fossil fuels and hydrogen-generated electricity from neighboring Ethiopia.



Ismail Omar Guelleh focuses on green energy

«This energy transition strengthens our energy security»

At the launch of the wind farm, President Ismail Omar Guelleh pointed out that this transition to clean, renewable energy sources will reduce our dependence on imported fossil fuels, «which will strengthen our energy security and reduce our energy bills. By investing in renewable energy, we are also creating new economic opportunities, encouraging the emergence of a local industry and creating jobs in the clean energy sector, while helping to combat climate change by reducing our greenhouse gas emissions». He also believes that this option «strengthens Djibouti's position on the international stage as a country committed to protecting the environment and achieving sustainable development goals».

All of these initiatives support Djibouti's determination to generate 100% of its electricity from inexhaustible renewable sources by 2035.



Djibouti, au coeur de l'internet mondial

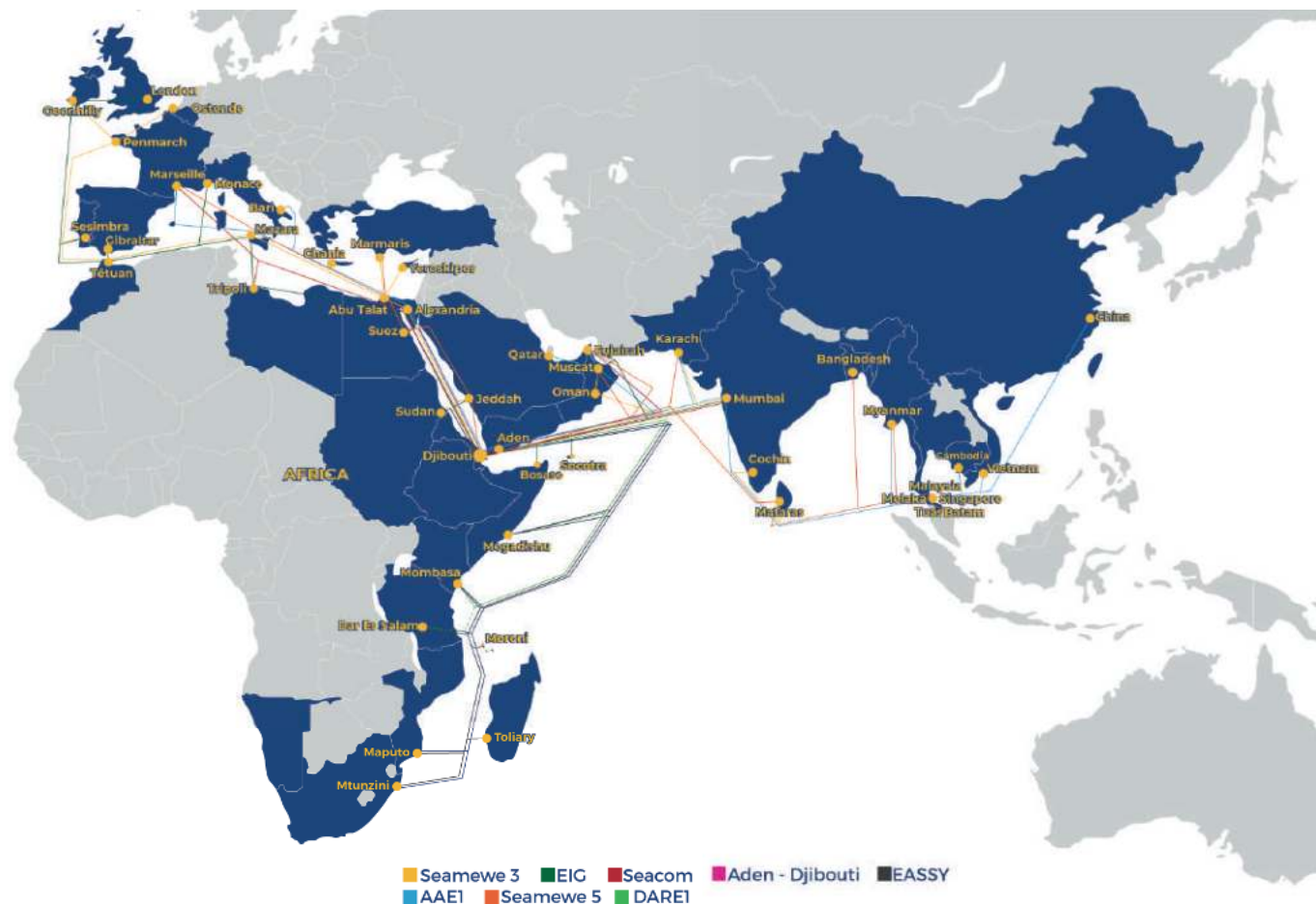


Centre régional dans le domaine numérique, Djibouti souhaite devenir un hub technologique mondial. Avec le déploiement massif des infrastructures de connectivité, renforcé par une stratégie gouvernementale ambitieuse, la cité-Etat se donne les moyens d'atteindre ses objectifs et d'accélérer sa transformation numérique pour devenir une nation hyper connectée.

“Il existe un Djibouti au-delà des ports, une nation en marche pour devenir une plaque tournante des technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'échelle mondiale”. Cette déclaration, signée Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement (BAD) résume à la fois le potentiel et les nouvelles ambitions de Djibouti, un des pays du continent les plus connectés aux réseaux internationaux, propriétaire de câbles sous-marins et véritable plaque tournante

numérique régionale en matière de connectivité et de stockage de données.

Cette ambition résulte d'intenses efforts, menés ces dernières années, par le gouvernement, dans le déploiement massif des infrastructures, renforcé par une stratégie ambitieuse. Grâce à son positionnement stratégique sur le Golfe d'Aden, Djibouti selon une étude publiée par le Trésor français sur le secteur des télécommunications en Afrique de l'Est, est relié, via deux points d'accès, à neuf câbles d'interconnexion sous-marins reliant l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale à l'Europe et à l'Afrique de l'Est. Ces installations permettent à Djibouti d'accéder à une capacité de connectivité internationale allant jusqu'à 1 643 gigabits par seconde (dont seuls 39 % est utilisé par Djibouti). Quatre autres câbles sous-marins sont actuellement en cours de réalisation : Africa-1, IEX (India Europe Xpress), Raman Submarine Cable System et SEA-ME-WE 6 (Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6). Des câbles terrestres sont aussi déployés en Ethiopie et en Somalie (utilisés à 39,5 %). Par ailleurs, le réseau téléphonique national se compose de quatre-vingt-cinq antennes relais et d'un data center de niveau III, situé à Djibouti-Ville et construit en 2013 selon la même étude.



Djibouti Telecom, acteur de la transformation numérique

Ce réseau d'infrastructures est porté par l'opérateur de télécommunications national, Djibouti Télécom, détenu à 100 % par le Fonds Souverain de Djibouti. Djibouti Télécom joue un rôle central et fournit tous les services TIC du pays (y compris la téléphonie fixe, les services mobiles et la bande passante). Djibouti Télécom a été associé à la construction d'un neuvième câble sous-marin reliant Singapour en Asie du Sud-Est à la ville française de Marseille. Sur le plan de la digitalisation, l'opérateur a lancé, en 2020, Djibouti Digital Money (D-Money), une plateforme de paiement mobile visant à faciliter les transactions commerciales et à renforcer l'inclusion financière de la population (estimée aujourd'hui à 25 % selon la Banque mondiale). Ainsi, payer avec son smartphone est désormais possible dans la capitale et les cinq régions du pays. Pour faire de Djibouti un hub numérique, conformément à la Vision 2035, et concrétiser le rôle majeur de Djibouti Telecom dans la transformation numérique du pays, le gouvernement djiboutien a mis en place une stratégie nationale offensive de développement des TIC.

Faire de Djibouti une smart nation

Avec la création d'un ministère de l'Economie numérique et de l'Innovation (MENI), dirigé par Mariam Hamadou Ali, Djibouti a produit un plan de développement quinquennal

intitulé Djibouti ICI (Inclusion-Connectivité-Institutions). Il doit notamment participer à une meilleure insertion sociale et financière de la population, à travers la réduction de la fracture numérique. Pour cela, les autorités comptent sur le secteur privé, afin de créer des emplois et de la valeur. Il s'agit de faire de Djibouti un centre numérique international. "Il est temps d'exploiter pleinement le potentiel de câbles pour que Djibouti devienne une smart nation. Nous voulons faire de Djibouti, un pays où s'installeront demain les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft) et les principaux acteurs du secteur. À travers le renforcement des compétences et le développement de nos infrastructures, nous comptons bien tirer parti de nos atouts, et notamment de notre position géostratégique, pour nous imposer comme un hub numérique mondial" indique Mariam Hamadou Ali. Face à l'enjeu de la protection des données et de la cybersécurité, le ministère pilote un projet de « Green Data City » destiné à faire de Djibouti, un archipel de centres de données aux normes internationales, alimenté avec de l'énergie verte.

Le renforcement de la croissance économique, de l'innovation et la création d'emplois grâce à la technologie profitera aux générations présentes et futures.

La feuille de route, Djibouti ICI, utilise le numérique comme un véritable vecteur de développement. Dans le cadre du programme "Djibouti Fondement Numérique",

la Banque mondiale, vient d'accorder un financement de 10 millions de dollars "pour accélérer la transformation numérique et construire une économie numérique



plus inclusive" à travers la création d'un environnement propice à l'introduction progressive de la concurrence et des investissements du secteur privé dans les TIC, en encourageant l'adoption de compétences et de services numériques, et, in fine, garantir l'accès à un internet de qualité et abordable à un plus grand nombre de citoyens et d'entreprises.

A ce titre, le gouvernement djiboutien s'active à porter la couverture des services de téléphonie mobile et d'internet haut débit à l'ensemble de la population, d'ici 2027. Pour l'heure, selon les données de Data Reportal, le pays comptait environ 463 000 abonnés à la téléphonie en janvier 2023, soit un taux de pénétration de 41%. Le nombre d'internautes s'élevait quant à lui à 777 600 pour un taux de pénétration de 68,9%. Pourtant, seuls 4,4 % de la population possèdent un smartphone (qui permet un accès à internet). Il existe encore une importante fracture numérique entre les zones rurales et la capitale. "Il est urgent d'accélérer la transformation numérique à Djibouti" a récemment exhorté Ilyas Moussa Dawaleh, ministre de l'Économie, des Finances, chargé de l'Industrie. "Le renforcement de la croissance économique, de l'innovation et la création d'emplois grâce à la technologie profitera aux générations présentes et futures."

Djibouti à la conquête de l'espace

Le ciel est désormais vu comme un outil crucial de développement et de souveraineté. Alors que le pays s'apprête à envoyer ses deux premiers satellites en orbite, Djibouti a signé un accord de partenariat avec Hong Kong Aerospace Technology pour construire une base de lancement spatial dans la région septentrionale d'Obock. Selon le protocole préliminaire, le gouvernement djiboutien "fournira le terrain nécessaire, d'au moins 10 km² pour une durée d'au moins 35 ans et toute l'assistance nécessaire pour construire et exploiter le port spatial djiboutien." Le projet de ce port spatial, d'un montant d'un milliard de dollars, comprendra également la construction d'une installation portuaire, d'un réseau électrique et d'une autoroute pour assurer le transport fiable des matériaux aérospatiaux. L'accord a été signé par le président de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, et devrait être achevé dans les cinq prochaines années. Ce projet ambitieux profitera à Djibouti, certes, mais aussi plus largement à l'ensemble du continent africain.



Djibouti, at the heart of the global web



As a regional center for digital technology, Djibouti is aiming to become a global technology hub. With the massive deployment of connectivity infrastructure, backed by an ambitious government strategy, the city-state is giving itself the means to achieve its goals and accelerate its digital transformation into a hyper-connected nation.

«I definitely see a ‘Djibouti Beyond Ports,’ a nation that should move itself to becoming an ICT hub globally.” This statement, signed by Akinwumi Adesina, President of the African Development Bank (AfDB), sums up both the potential and the new ambitions of Djibouti, one of the continent’s most connected countries to international networks, owner of submarine cables and a veritable regional digital hub for connectivity and data storage.



Seamewe 3 EIG Seamewe 5 DAF
AAEI

This ambition is the result of the government's intensive efforts in recent years to develop infrastructure on a massive scale, backed by an ambitious strategy. Thanks to its strategic location on the Gulf of Aden, Djibouti according to a report published by the French Treasury on the telecommunications sector in East Africa, is connected via two access points to nine submarine interconnection cables linking South Asia, the Middle East and the Eastern Mediterranean with Europe and East Africa. These facilities give Djibouti access to international connectivity capacity of up to 1,643 Gigabits per second (of which only 39% is used by Djibouti). Four other submarine cables are under construction: Africa-1, IEX (India Europe Xpress), Raman Submarine Cable System and SEA-ME-WE 6 (Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6). Terrestrial cables are also used in Ethiopia and Somalia (39.5% utilization). In addition, the national telephone network consists of eighty-five relay antennas and a Level III data center located in Djibouti-Ville and built in 2013 according to the same report.

Djibouti Telecom, a key player in digital transformation

This infrastructure network is supported by the national telecommunications operator, Djibouti Télécom, which is wholly owned by the Sovereign Fund of Djibouti. Djibouti Télécom plays a central role in providing



all ICT services in the country (including fixed telephony, mobile services and bandwidth). Djibouti Télécom was involved in the construction of a ninth submarine cable linking Singapore in Southeast Asia to the French city of Marseille. On the digital front, in 2020 the operator launched Djibouti Digital Money (D-Money), a mobile payment platform designed to facilitate commercial transactions and increase financial inclusion among the population (currently estimated at 25% according to the World Bank). It is now possible to pay with a smartphone in the capital and the country's five regions. To make Djibouti a digital hub in line with Vision 2035, and to give concrete expression to Djibouti Telecom's important role in the country's digital transformation, the government of Djibouti has launched an offensive national ICT development strategy.

Making Djibouti a smart nation

With the creation of a Ministry of Digital Economy and Innovation (MENI), headed by Mariam Hamadou Ali, Djibouti has launched a five-year development plan called Djibouti ICI (Inclusion-Connectivity-Institutions). The plan's main objective is to improve the social and financial integration of the population by reducing the digital divide. To achieve this, the authorities are counting on the private sector to create jobs and value. The goal is to make Djibouti an international digital hub. «It is time to fully harness the potential of cables to make Djibouti a smart nation. We want to make Djibouti a country where tomorrow's GAFAMs (Google, Apple, Facebook, Amazon and Microsoft) and the major players in the sector



om ■ Aden - Djibouti ■ EASSY
REI

will set up shop. By strengthening our skills base and developing our infrastructure, we intend to take full advantage of our strengths, in particular our geo-strategic position, to establish ourselves as a global digital hub,» says Mariam Hamadou Ali. Faced with the challenge of data protection and cybersecurity, the ministry is piloting a «Green Data City» project that aims to turn Djibouti into an archipelago of international-standard data centers powered by green energy.

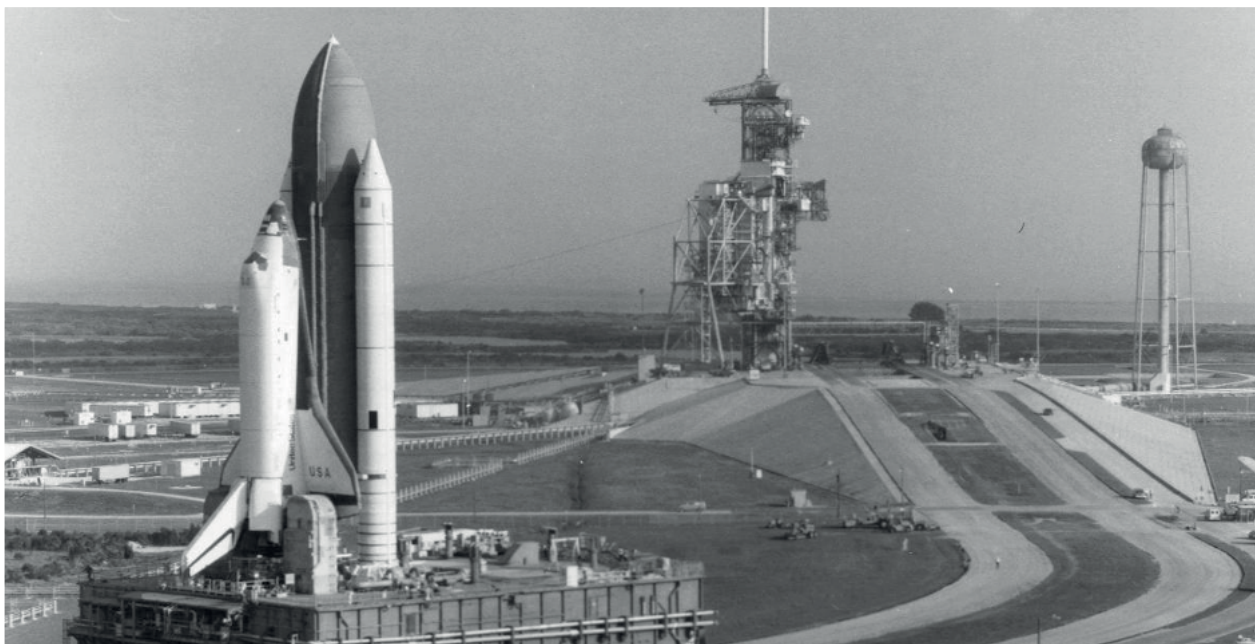
«Strengthening economic growth, innovation and job creation through technology will benefit present and future generations»

Djibouti’s ICI roadmap uses digital technology as a real vector for development. As part of the Djibouti Digital Foundation program, the World Bank has just approved \$10 million in financing to «accelerate digital transformation and build a more inclusive digital economy» by developing an enabling environment for the

gradual introduction of competition and private-sector investment in ICT, fostering the uptake of digital skills and services and ultimately ensuring that more citizens and businesses have access to quality and affordable internet

To this end, the government of Djibouti is working to extend mobile phone and broadband internet coverage to the entire population by 2027. For the time being, according to Data Reportal, the country had around 463,000 telephone subscribers in January 2023, representing a penetration rate of 41%. The number of internet users stood at 777,600, giving a penetration rate of 68.9%. However, only 4.4% of the population owns a smartphone (which provides internet access). There is still a significant digital divide between rural areas and the capital. «Ilyas Moussa Dawaleh, Djibouti’s Minister of Economy, Finance and Industry, recently urged the country to accelerate its digital transformation. «Strengthening economic growth, innovation and job creation through technology will benefit current and future generations.»

Djibouti sets out to conquer space



The sky is now seen as a vital tool for development and sovereignty. As the country prepares to send its first two satellites into orbit, Djibouti has signed a partnership agreement with Hong Kong Aerospace Technology to build a spaceport in the northern region of Obock. According to the preliminary protocol, the government of Djibouti will «provide the necessary land of at least 10 km² for a period of at least 35 years and all necessary assistance for the construction and operation of the Djibouti Spaceport». The multi-billion-dollar spaceport project will also include the construction of a port facility, power grid and motorway to ensure the reliable transport of aerospace materials. The agreement was signed by the President of Djibouti, Ismail Omar Guelleh, and is expected to be completed within the next five years. This ambitious project will benefit not only Djibouti, but the entire African continent.

TOURISME

La préservation de l'environnement au service du développement

Jadis terre d'aventures, Djibouti a inspiré d'illustres écrivains-voyageurs dont Arthur Rimbaud, Joseph Kessel et Henry de Monfreid. Mais loin des clichés de l'exploration coloniale, le pays veut présenter un nouveau visage pour renouveler et élargir sa clientèle. Hommes d'affaires, amateurs de sensations extrêmes ou encore amoureux de la nature constituent désormais la cible. Objectif : attirer un million de visiteurs et augmenter la contribution du secteur, fort pourvoyeur d'emploi, à l'économie nationale. Le tout en préservant le riche patrimoine du pays.



@ONTD

Sur le plateau du Serpent, au cœur de Djibouti City, des grues s'inviteront bientôt dans le paysage. Pas loin de l'hôtel Sheraton, le groupe Accor envisage d'ouvrir un nouvel hôtel, d'une gamme supérieure, un Fairmont, avec vue sur la mer, non loin des spots de plongée. Les groupes hôteliers semblent avoir bien compris l'intérêt croissant pour la cité-État. Le groupe Rezidor Hôtel prévoit également d'inaugurer un établissement Radisson Blu en 2024. De son côté, la compagnie Ethiopian Airlines a indiqué, en octobre, l'extension de son service de vols en direction de Djibouti avec l'ajout de trois vols hebdomadaires depuis le 1er novembre. Ces annonces et projets permettront d'augmenter la capacité touristique

de ce petit État d'Afrique orientale, au potentiel méconnu... mais incommensurable.

Un million de visiteurs d'ici 2025

L'extension de l'offre hôtelière et aérienne rejoint les ambitions du gouvernement en matière de développement touristique. Djibouti accueille entre 53 000 et 73 000 arrivées par an selon le ministère du tourisme djiboutien. Déjà en plein essor, l'activité qui génère 3% du PIB bénéficie de l'attention des autorités et est considé-

rée comme une priorité. Une stratégie a été développée et des objectifs définis. Il s'agit d'attirer un million de visiteurs d'ici 2025 et atteindre 15% du PIB. Djibouti s'appuie sur les bailleurs et des investisseurs privés pour renforcer son offre, particulièrement à travers le développement de capacité d'accueil.

Ceci dit, pas question de tourisme de masse. Afin de développer le secteur tout en préservant le patrimoine naturel du pays, Djibouti mise sur l'écotourisme. Pour atteindre cet objectif, le territoire dispose d'un certain nombre d'atouts naturels. Et des sites incontournables... et uniques. A commencer par le lac Assal, situé à 152 mètres sous le niveau de la mer, ce qui en fait le point le plus bas du continent africain. Autre atout : ses 370 kilomètres de côtes. Le pays possède de nombreux sites

classés sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, dont les lacs Assal et Abbé, le parc national de la forêt du Day, les tumulus d'Awellos et les peintures rupestres d'Abourma. La capitale, Djibouti, abrite plusieurs merveilles architecturales comme la mosquée Haji Hamoudi, la place Ménélik et la cathédrale Notre-Dame du Bon Pasteur. Côté activité sportive, à quelques kilomètres au sud de la capitale, se trouve le Douda Golf Club : un insolite dix-huit-trous sur un terrain aride arpenté par des antilopes et des dromadaires. Les visiteurs apprécieront aussi les plages, dont celle du golfe de Tadjourah, les chaînes de montagnes, les sites d'art rupestre à Abourma, la plongée sous-marine, la pêche, le trekking et la randonnée, à Bab al-Mandeb. Autant d'activités touristiques en vogue, à promouvoir et à valoriser.

Portfolio : Un patrimoine touristique singulier

LAKE ASSAL



L'endroit le plus bas du continent Africain, et le plus salé au monde après la mer Morte.

LE LAC ABBE

Un paysage d'apocalypse, lunaire et dantesque



La faille du rift et le Goubet al-Kharab



La faille du grand Rift africain. Djibouti se trouve à l'intersection des plaques d'Afrique et d'Arabie, dans la dépression Afar. A l'extrême pointe du Golfe de Tadjourah, le Goubet Al-Kharab (Gouffre des démons, en arabe), anse magnifique et inquiétante, est dominée par l'île du Diable, un dôme impressionnant qui a jailli au milieu de la baie lors des mouvements tectoniques liés à la formation du Rift d'Assal, à la réputation maléfique.

Le parc national de la forêt de Day



@ONTD

Exceptionnel réservoir de biodiversité, la forêt de Day reflète, tel un vestige vivant, ce qu'était la végétation du Sahara et de l'Arabie il y a quelques milliers d'années.

Plages et îles paradisiaques



@ONTD

Un foisonnement de couleurs s'offre à l'œil, sur les plages où le ciel et la mer ne semblent faire plus qu'un.



L'archipel des Sept Frères, assemblage d'habitats uniques, et ses fonds marins regorgent de merveilles. Dans cet univers paradisiaque, évoluent plus de cent-cinquante espèces de coraux, des myriades de poissons multicolores (poisson clown, poisson papillon, poisson

ange à croissant, gaterin à pointes noires, perroquet vert et bleu...), vingt-sept espèces de requins, des loches géantes, des tortues, des murènes léopards, des raies mantas, et plusieurs espèces de dauphins.

CULTURE NOMADE



La culture djiboutienne tire sa source des origines nomades ancestrales des différentes communautés ethniques qui la composent. Cette culture présente un large panel de répertoire folklorique comprenant chants, poésies et danses variées durant lesquels style épique et lyrique s'embrassent et se mélangent.

Un melting-pot culinaire

La gastronomie djiboutienne est un véritable melting-pot culinaire. Inventive, audacieuse et enivrante, la cuisine nationale s'illustre par la diversité des traditions culinaires dont elle est porteuse.



Copyright : Office National du Tourisme de Djibouti (ONTD)

TOURISM

Preserving the environment for development

Once a land of adventure, Djibouti has inspired famous travel writers such as Arthur Rimbaud, Joseph Kessel and Henry de Monfreid. But far from the clichés of colonial exploration, the country wants to present a new face to renew and expand its clientele. Entrepreneurs, extreme thrill seekers and nature lovers are now the targets. The aim is to attract one million visitors and increase the contribution of the sector, which is a major employer, to the national economy. All this while preserving the country's rich heritage.



On the Plateau du Serpent, in the heart of Djibouti City, cranes will soon be making their presence felt. Not far from the Sheraton, the Accor group is planning to open a new hotel, a top-of-the-range Fairmont, overlooking the sea, not far from the diving spots. The hotel groups seem to have understood the growing interest in the city-state. The Rezidor Hotel Group is also planning to open a Radisson Blu hotel in 2024. For its part, Ethiopian Airlines announced in October that it would be increasing its services to Djibouti with three weekly flights from November 1. These announcements and projects will increase the tourism capacity of this small East African state, which has little known but immense potential.

One million visitors by 2025

The expansion of hotel and air services is in line with the government's ambitions for tourism development. Djibouti receives between 53,000 and 73,000 visitors a year according to the Djibouti Ministry of Tourism. This activity, which is already booming and generates 3% of GDP, is receiving a great deal of attention from the authorities and is considered a priority. A strategy has been developed and targets set. The aim is to attract one million visitors by 2025 and generate 15% of GDP. Djibouti is relying on donors and private investors to strengthen its offer, in particular by developing accommodation capacity.

However, mass tourism is out of the question. To develop the sector while preserving the country's natural heritage, Djibouti is focusing on ecotourism. To achieve this goal, the country has a number of natural assets. And some unmissable... and unique sites. Starting with Lake Assal, which lies 152 metres below sea level, making it the lowest point on the African continent. Another asset is its 370 kilometers of coastline. The country has a number of UNESCO World Heritage sites, including Lakes Assal and Abbé, the Day Forest National Park, the Awellos tombs and the Abourma rock paintings. The capital, Djibouti, is home

to a number of architectural marvels, including the Haji Hamoudi Mosque, Place Ménélik and Notre-Dame du Bon Pasteur Cathedral. A few kilometers south of the capital is the Doua Golf Club: an unusual eighteen-hole course set in arid terrain and crossed by antelopes and dromedaries. Visitors can also enjoy the beaches, including those on the Gulf of Tadjourah, the mountain ranges, the rock art sites at Abourma, scuba diving, fishing, trekking and hiking at Bab al-Mandeb. These are all popular tourist activities that need to be promoted and developed.

Portfolio : A unique tourist heritage

LE LAC ASSAL



The lowest point on the African continent and, after the Dead Sea, the saltiest in the world.

LAKE ABBE

An apocalyptic lunar and Dantesque landscape



Rift Valley and Goubet al-Kharab



The Great African Rift Valley. Djibouti lies at the intersection of the African and Arabian tectonic plates, in the Afar Depression. At the very tip of the Gulf of Tadjourah, the Goubet Al-Kharab (Arabic for Pit of demons), a magnificent and unsettling bay, is dominated by the Devil's Island, an impressive dome formed in the middle of the bay by tectonic movements linked to the formation of the Assal Rift, with its evil reputation.

The Day Forest National Park



An exceptional reservoir of biodiversity, the Day Forest is a living remnant of what the vegetation of the Sahara and Arabia was like a few thousand years ago.

Beaches and paradise islands



On the beaches, where the sky and the sea seem to merge into one, the eye is greeted by an explosion of colour.



@ONTD

A collection of unique habitats, the Seven Brothers Archipelago and its seabed are full of wonders. This paradise is home to more than one hundred and fifty species of coral, myriads of colorful fish (clownfish,

butterflyfish, crescent angelfish, black-tipped gaterin, green and blue parrotfish, etc.), twenty-seven species of shark, giant loaches, turtles, leopard moray eels, manta rays and several species of dolphin.

NOMADE CULTURE



@ONTD



Djiboutian culture has its roots in the ancestral nomadic origins of the various ethnic communities that make up the country. This culture presents a wide range of folkloric repertoire, including songs, poems and varied dances, in which epic and lyrical styles are embraced and blended.

A culinary melting pot

Djibouti's gastronomy is a true culinary melting pot. Inventive, daring and exhilarating, the national cuisine is characterized by the diversity of its culinary traditions.



Copyright: Djibouti National Tourism Office (ONTD)

La cuisine djiboutienne, symbole d'une identité multiculturelle

Restaurants gastronomiques, gargotes et snacks, Djibouti-Ville accueille de nombreux établissements pour se restaurer. Leur variété reflète la diversité de la cuisine djiboutienne, nourrie de multiples influences, venues de l'Asie et de la Péninsule arabique, et même de la Méditerranée. Rencontre avec une culture culinaire riche en goût, mais qui reste à valoriser.



@ONTD

Il se trouve un pays où les influences culinaires du monde entier se sont données rendez-vous. A Djibouti, les saveurs ont le goût de l'Orient, de l'Inde à l'Iran, mais aussi de l'Afrique de l'Est et de la Méditerranée. La gastronomie djiboutienne regorge de nombreuses épices. Cette diversité commence avec les cultures nomades Issa et Afar, dont les territoires débordent sur la Somalie et l'Éthiopie, et se nourrit de la venue de commerçants arabes, indiens ou chinois.

La culture nomade transpire dans les multiples soupes aux saveurs variées, dont le fameux fah-fah, un bouillon de bœuf. Au petit-déjeuner, le lahoh, sorte de crêpe spongieuse, que l'on retrouve aussi en Somalie et au Yémen, n'est pas sans rappeler l'injera éthiopien. Comme ce dernier, le lahoh se mange avec une sauce épicée, voire un ragoût. Nous ne pouvons oublier l'incontournable recette nationale du « Skudahkharis » ou ragoût d'agneau djiboutien, un riz parfumé et cuit dans sa sauce.

Mais, si un plat représente bien le multiculturalisme culinaire djiboutien, il s'agit du poisson yéménite. Simple à réaliser, cette recette consiste à ouvrir le poisson dans le sens de la longueur puis d'y tartiner une pâte de piment. Le poisson est ensuite cuit dans un four en terre. La subtilité réside bien sûr dans le mélange d'épices pimentées, mais surtout dans la fraîcheur du poisson.

Ce critère a fait la réputation de Chez Youssouf, un moukbas (nom donné aux restaurants qui proposent cette spécialité) situé dans le quartier historique de Djibouti-Ville. Nombreux sont les clients, habitués ou touristes, qui vantent la qualité de ses dorades, pêchées aux premières heures de jour. Le

succès de ce plat s'explique, entre autres, par les liens millénaires entre Djibouti et le Yémen. Mais la guerre qui sévit dans le pays, depuis 2014, a entraîné un afflux de réfugiés yéménites. Et de nouveaux moukbas se sont ouverts dans la capitale. Au point que certains disent que le poisson yéménite est désormais davantage connu à Djibouti qu'au Yémen.

Au nouveau restaurant Vogue, rue de Venice, quartier chic et moderne de la capitale, le menu privilégie une cuisine internationale, mais, l'amateur pourra toujours y trouver des poissons et fruits de mer frais. Doté d'une large surface maritime, Djibouti peut compter sur ses ressources halieutiques. Les restaurants de la capitale sont livrés plusieurs fois par jour par les pêcheurs. Les espèces sont variées : mérou, dorade, rouget, barracuda, thazard.

A découvrir également, la xalawa, une sucrerie prisée des Djiboutiens. Nagwa Farah Saïd tient une confiserie, réputée, près du château d'eau à Djibouti-Ville. Son mari, aujourd'hui décédé, a créé cette activité il y a vingt ans. L'entreprise, ouverte sept jours sur sept, emploie trois personnes. Elle produit environ 180 kg de xalawa par jour. La production peut atteindre 400 kg en période de fêtes religieuses. Si les Yéménites consomment cette douceur au quotidien, les Djiboutiens la consomment davantage lors de cérémonies, et notamment funéraires. Les recettes de xalawa varient selon l'occasion et les goûts. Elle se compose principalement de sucre, d'huile ou de crème, et de cacahuètes pilées. Cette confiserie se rapproche du halva, très prisé au Proche-Orient, et trouve son origine dans les cuisines perses et indiennes. Quand on vous dit que Djibouti accueille toutes les saveurs du Monde !

Djiboutian cuisine, a symbol of multicultural identity

From gourmet restaurants to gargotes and snack bars, Djibouti-City has a wide variety of places to eat. Their variety reflects the diversity of Djiboutian cuisine, with its many influences from Asia, the Arabian Peninsula and even the Mediterranean. An encounter with a culinary culture that is rich in flavor, but still to be developed.



There's a country where culinary influences from all over the world have come together. In Djibouti, the flavors are of the Orient, from India to Iran, but also of East Africa and the Mediterranean. Djiboutian gastronomy is full of spices. This diversity began with the nomadic Issa and Afar cultures, whose territories extended into Somalia and Ethiopia, and was nourished by the arrival of Arab, Indian and Chinese traders.

The nomadic culture is reflected in the many soups of different flavors, including the famous fah-fah, a beef broth. For breakfast, lahoh, a kind of spongy pancake also found in Somalia and Yemen, is reminiscent of Ethiopian injera. Like the latter, lahoh is eaten with a spicy sauce or even as a stew. Let's not forget the unmissable national recipe for 'skudahkharis' or Djiboutian lamb stew, a fragrant rice cooked in its own sauce.

But if there's one dish that epitomizes Djibouti's culinary multiculturalism, it's Yemeni fish. Easy to prepare, this recipe involves slicing the fish lengthways and then coating it with a chilli paste. The fish is then cooked in a clay oven. The subtlety lies in the blend of chilli spices, of course, but above all in the freshness of the fish.

This criterion has made the reputation of Chez Yousouf, a moukbasas (the name given to restaurants that serve this speciality) in the old town of Djibouti-City. Many customers, both regulars and tourists, praise the quality of the sea bream, which is caught in the early hours of the morning. The success of this dish can be

explained in part by the thousand-year-old ties between Djibouti and Yemen. But the war that has been raging in the country since 2014 has led to an influx of Yemeni refugees. And new moukbasas have opened in the capital. So much so that some say Yemeni fish is now better known in Djibouti than in Yemen.

At the new Vogue restaurant on rue de Venice, in the capital's chic and modern district, the menu focuses on international cuisine, but there is always fresh fish and seafood on offer. Djibouti has a large maritime area and can count on its fish resources. Restaurants in the capital are supplied several times a day by fishermen. The species are varied: grouper, sea bream, red mullet, barracuda and king mackerel.

Another delicacy worth discovering is xalawa, a sweet popular with Djiboutians. Nagwa Farah Saïd runs a famous sweet shop near the water tower in Djibouti City. Her late husband started the business twenty years ago. The shop is open seven days a week and employs three people. It produces about 180 kg of xalawa a day. During religious festivals, production can reach 400 kg. While Yemenis eat the sweet every day, Djiboutians tend to eat it during ceremonies, especially funerals. Xalawa recipes vary according to the occasion and taste. The main ingredients are sugar, oil or cream and crushed peanuts. This dessert is similar to halva, which is very popular in the Middle East and has its origins in Persian and Indian cuisine. Djibouti welcomes all the flavors of the world!

**Rendez vous en janvier pour le prochain ANAMag
SPECIAL CAN**



CAF[®]
CAN 2024

**Next edition in January for the ANAMag
SPECIAL CAN**

ANA MAG

AFRICA NEWS AGENCY

